

**ACCORD DE CONTRIBUTION II  
(TRAVAUX) RELATIF AU  
RÉAMÉNAGEMENT DE L'INTERSECTION ROCHON-VANIER ET DE LA  
ROUTE 369 À SHANNON**

**ACCORD** daté à des fins de référence, ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ deux mille dix-neuf (\_\_\_\_/\_\_\_\_/2019) (la « Date de l'Accord »).

**ENTRE**

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,**

Représentée par le ministre de la Défense nationale, lui-même représenté par le directeur général par intérim – services d'ingénierie (infrastructure et environnement), monsieur Mau Arsenault, dûment autorisée à signer les présentes,

Ci-après désignée « **Sa Majesté** »,

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,**

Représenté par le ministre des Transports, lui-même représenté par le sous-ministre, monsieur Marc Lacroix, et par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, elle-même représentée par le secrétaire général associé aux Relations canadiennes, monsieur Gilbert Charland, dûment autorisés à signer les présentes,

Ci-après désigné le « **Québec** ».

Collectivement appelés les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE**

- A.** L'Accord de Contribution I (études techniques) réaménagement de la **Route** 369 entre **Sa Majesté** et le **Québec** a été conclu le 3 octobre 2013 par leurs représentants dûment autorisés.
- B.** Le **Québec**, depuis le 27 février 2019, est le propriétaire des **Terrains** qui appartenaient à **Sa Majesté** et sur lesquels les **Activités** du **Projet** doivent être réalisées, lesquels **Terrains** portent la description légale suivante : les lots 5 441 312, 5 441 315, 5 441 319, 5 441 320, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Québec ainsi que les lots 5 441 568 et 5 606 872 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Portneuf.
- C.** Le ministre des Transports est, en vertu du décret n° 292-93 du 3 mars 1993, responsable de la gestion de la **Route** 369 sur laquelle les **Activités** du **Projet** doivent être réalisées à l'intersection des rues Rochon et Vanier.

**D** Les **Activités** à réaliser en vue du réaménagement de l'intersection de la **Route 369**, dont le **Québec** est responsable, répondent aux objectifs stratégiques et aux programmes du ministère de la Défense nationale (MDN) en favorisant le développement durable de façon à améliorer la qualité de vie des membres des Forces armées canadiennes. De plus, le projet s'inscrit dans les objectifs et les plans stratégiques du MDN en préconisant des solutions efficaces. Le projet répond également aux objectifs du Programme d'aide aux immobilisations. Celui-ci vise notamment à conclure des ententes de collaboration à des fins de développement avec les provinces, les territoires et les municipalités, ou leurs organismes, en vue de transférer, de mettre à niveau ou d'entretenir les infrastructures, de garantir la prestation à coût raisonnable de services d'utilité publique et l'entretien des infrastructures communautaires et d'améliorer la qualité de vie des membres des Forces armées canadiennes ainsi que des personnes à leur charge vivant dans ces bases et lieux d'habitation.

**PAR CONSÉQUENT**, en considération de leurs engagements réciproques prévus dans l'**Accord** et sous réserve des conditions ci-après, les **Parties** conviennent de ce qui suit :

## **1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

### **1.1 Définitions**

**1.1.1** Les définitions suivantes s'appliquent à l'**Accord**, à moins que le contexte ne s'y oppose :

- a) « Accord »** : désigne le présent Accord de Contribution (Accord de Contribution II) ainsi que les annexes qui y sont jointes.
- b) « Activités »** : désigne les étapes, les travaux et leur surveillance, plus amplement décrites à l'annexe A, nécessaires pour mener à terme le **Projet**.
- c) « Base »** : la Garnison Valcartier des Forces armées canadiennes.
- d) « Comptable professionnel agréé externe indépendant »** : un comptable titulaire d'un permis l'autorisant à exercer la profession de comptable et qui n'a aucun lien avec les **Parties**.
- e) « Contribution »** : un remboursement effectué par **Sa Majesté** aux fins prévues dans l'**Accord** et conformément à l'article 4.
- f) « Date de l'Accord »** : date à laquelle le dernier signataire signe l'**Accord**.
- g) « Dépenses admissibles »** : a le sens que lui attribue l'article 5.1 de l'**Accord**.
- h) « Dépenses inadmissibles »** : a le sens que lui attribue l'article 5.2 de l'**Accord**.
- i) « Exercice financier »** : désigne une année civile complète qui débute le 1<sup>er</sup> avril et se termine le 31 mars suivant.
- j) « Infrastructure »** : désigne la **Route 369** comme décrite au **Projet** joint en annexe.
- k) « Jour ouvrable »** : un jour autre que le samedi, le dimanche ou un jour férié au Québec.
- l) « Ministre »** : le ministre de la Défense nationale ou toute personne autorisée par le **Ministre** à agir en son nom.

- m) « **Projet** » : désigne le réaménagement de la **Route** 369 à l'intersection des rues Rochon et Vanier, dans la municipalité de Shannon. Il représente l'ensemble des **Activités** réalisées par le **Québec**, comme décrites à l'annexe A (Activités) et illustrées à l'annexe B (plan de localisation).
- n) « **Route** » : désigne la **Route** 369, dans les limites de la municipalité de Shannon, à partir du chaînage 0+015, soit sur une longueur approximative de 825 mètres, tel qu'illustré au plan de localisation joint à l'annexe B.
- o) « **Terrains** » : correspond aux lots 5 441 568 et 5 606 872 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Portneuf, sur ou sous lesquels seront réalisés les **Activités** du **Projet**.

## 1.2 Termes et principes comptables

1.2.1 À moins d'indication contraire ou d'une interprétation découlant nécessairement de l'**Accord**, l'ensemble des termes relatifs à la comptabilité et aux finances utilisés dans les présentes doivent être interprétés et appliqués conformément aux principes comptables généralement acceptés par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.

## 1.3 Jour ouvrable

1.3.1 Si le jour où un acte doit être accompli ou un paiement effectué conformément à l'**Accord** n'est pas un **Jour ouvrable**, cet acte ou ce paiement est valablement accompli ou effectué s'il l'est le **Jour ouvrable** suivant.

## 1.4 Préambule et annexe

1.4.1 Le préambule et l'annexe jointe à l'**Accord** en font partie intégrante. Les **Parties** reconnaissent en avoir pris connaissance et consentent aux modalités et conditions qui y sont énoncées.

1.4.2 En cas de conflit entre l'annexe et le présent **Accord**, ce dernier prévaut.

## 1.5 Lois, règlements et règles

1.5.1 Dans l'**Accord**, tout renvoi à une loi, à un règlement, à une règle ou à une partie de ces derniers, à moins d'indication contraire, doit constituer un renvoi à ladite loi, ledit règlement, à ladite règle ou à la partie pertinente de ces derniers, dans leur version modifiée, remplacée ou remise en vigueur de temps à autre.

## 1.6 Lois applicables

1.6.1 L'**Accord** est régi par les lois et les règlements applicables au Québec. Les **Parties** ainsi que les tiers devront se conformer à ces lois et à ces règlements, notamment en matière d'environnement.

1.6.2 Nonobstant toute autre disposition de l'**Accord**, toute obligation contractée par **Sa Majesté** en vertu de l'**Accord** est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C, 1985, ch. F-11) ou à toute autre loi connexe du Canada. Toute obligation contractée par le **Québec** en vertu de l'**Accord** est assujettie à la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001) ou à toute autre loi connexe du Québec.

## 2. OBJET

**2.1** Le présent **Accord** a pour objet le versement d'une contribution financière de **Sa Majesté** au **Québec** pour lui permettre de réaliser les **Activités** de réaménagement de l'intersection Rochon-Vanier de la **Route 369**, dans la municipalité de Shannon. Les Études techniques, réalisées dans le cadre de l'Accord de Contribution I signé le 3 octobre 2013, décrivent l'étendue des travaux de construction, lesquels répondent aux attentes du **Québec** et de **Sa Majesté** en vue du réaménagement des **Infrastructures**.

## 3. DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

### 3.1 Droits et obligations du Québec

Le **Québec** est responsable de la réalisation des **Activités** et accepte de les effectuer dès la **Date de l'Accord** et de les terminer avant le 31 mars 2021. Dans ce cadre, il devra :

**3.1.1** gérer et réaliser les **Activités** en régie ou en sous-traitance et selon les exigences applicables au Québec;

**3.1.2** procéder, le cas échéant, à la sélection des prestataires de services, des fournisseurs et de l'entrepreneur requis pour la réalisation des **Activités** suivant les règles d'adjudication qui lui sont propres;

**3.1.3** payer directement et en totalité l'entrepreneur qu'il a retenu pour réaliser les **Activités** dont l'exécution lui incombe selon l'annexe A;

**3.1.4** tenir informée **Sa Majesté** de l'avancement des **Activités** du **Projet** et surtout, s'il y a lieu, des **Activités** qui peuvent affecter les opérations militaires de la **Base** afin qu'elle puisse émettre ses commentaires et inviter **Sa Majesté** à assister aux réunions charnières concernant les étapes principales du projet afin qu'elle puisse être informée des **Activités** qui peuvent affecter les opérations militaires de la **Base** et, s'il y a lieu, émettre ses commentaires;

**3.1.5** produire à **Sa Majesté** ses demandes de paiement en remboursement des **Dépenses admissibles** engagées et payées par le **Québec**, lesquelles demandes doivent être accompagnées des pièces justificatives requises;

**3.1.6** obtenir une autorisation écrite de **Sa Majesté** avant d'engager tout montant qui risque d'excéder la **Contribution** dont le montant maximum est prévu à l'article 4.1;

**3.1.7** remettre à **Sa Majesté** les rapports et autres documents réalisés dans le cadre du présent **Accord** ainsi que toute modification ultérieure apportée à ceux-ci.

### 3.2 Droits et obligations de Sa Majesté

**Sa Majesté** devra :

**3.2.1** payer au **Québec** une **Contribution** selon les modalités financières prévues à l'article 4, en remboursement des **Dépenses admissibles** qui auront été engagées et payées par le **Québec** pour la réalisation des **Activités**;

**3.2.2** s'assurer que les **Activités** ont été réalisées en conformité avec le présent **Accord**.

#### **4. MODALITÉS FINANCIÈRES ET AUTRES**

**4.1 Sa Majesté** accepte, sous réserve des modalités du présent **Accord** et sur présentation des pièces justificatives, de payer au **Québec** une **Contribution** maximale de quatre millions sept cent mille dollars (4 700 000 \$) taxes incluses, répartie comme suit :

- a) trois paiements consécutifs représentant chacun jusqu'à 25 % de la **Contribution**, soit jusqu'à concurrence d'un montant d'un million cent soixante-quinze mille dollars (1 175 000 \$), pour chacun des trois paiements, sur présentation à **Sa Majesté** des demandes de paiement en remboursement des **Dépenses admissibles** engagées et payées par le **Québec**;
- b) un quatrième et dernier paiement représentant un maximum de 25 % de la **Contribution**, soit jusqu'à concurrence d'un million cent soixante-cinq mille dollars (1 175 000 \$), sur présentation à **Sa Majesté** des demandes de paiement en remboursement des **Dépenses admissibles** engagées et payées par le **Québec**, et ce, dès l'obtention de la preuve de l'achèvement des **Activités** réalisées en conformité du présent **Accord**;
- c) L'engagement financier de **Sa Majesté** ne peut, en aucun cas, excéder le montant prévu à l'article 4.1. Le **Québec** s'engage, sous réserve des modalités du présent **Accord**, à assumer tout coût additionnel occasionné par la réalisation de travaux imprévus, supplémentaires ou autres qui font en sorte que les coûts estimés du **Projet** se trouvent majorés à la hausse.

**4.2** Pour chaque **Exercice financier** et dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'achèvement des **Activités**, le **Québec** soumettra à **Sa Majesté** un état financier montrant la répartition des dépenses engagées et payées dans le cadre de l'exécution des **Activités**;

**4.3** Si **Sa Majesté** effectue un paiement en trop ou si une **Dépense inadmissible** a été payée par inadvertance, le **Québec**, sur demande écrite de **Sa Majesté**, doit, dans les trente (30) jours suivant la demande, rembourser à celle-ci les montants correspondants. Au-delà de cette période, les montants en souffrance seront considérés comme une dette à l'égard de **Sa Majesté**;

**4.4** Si, en cours de réalisation, le **Québec** constate qu'il est incapable d'assurer l'exécution complète des **Activités** à l'intérieur des délais prévus à l'article 3.1, le **Québec** peut demander à **Sa Majesté** une prolongation des délais;

**4.5** Sous réserve de l'article 4.4 ou d'une convention écrite à l'effet contraire conclue entre les **Parties**, **Sa Majesté** ne sera pas tenue de verser les paiements restants de la **Contribution** prévue dans l'**Accord** si le **Québec** n'a pas effectué les **Activités** à l'intérieur des délais prévus à l'article 3.1 de l'**Accord** ou si les conditions énoncées dans l'**Accord** n'ont pas été respectées par le **Québec**;

**4.6** Un paiement dû par **Sa Majesté** est tributaire des crédits votés par le Parlement du Canada pour l'exercice pendant lequel le paiement est dû. **Sa Majesté** s'engage à déployer tous les efforts raisonnables en vue de l'adoption par le Parlement du Canada des crédits appropriés.

## 5. DÉPENSES ADMISSIBLES ET INADMISSIBLES

### 5.1 Dépenses admissibles

**5.1.1** La liste des **Dépenses admissibles** énumérées à l'article 5.1.2 ne peut être modifiée qu'en procédant conformément à l'article 18.5.1 et après avoir obtenu les autorisations requises, le cas échéant.

**5.1.2** Les **Dépenses admissibles** comprennent les coûts suivants, soit :

- a) les coûts liés à la réalisation des **Activités**;
- b) les autres coûts limités dans le temps à l'appui de certaines initiatives et conformes aux objectifs de réalisation des **Activités**, comme les coûts de financement temporaire engagés avant la réception du premier paiement ou les coûts relatifs aux évaluations;
- c) les frais d'administration reliés à la réalisation des **Activités**, notamment les éléments suivants :
  - le carburant et l'hébergement;
  - les coûts de location et d'installation pour fins de réunions et de conférences, de machineries et d'équipements, de véhicules automobiles, d'équipements de télécommunication, d'ordinateurs et d'ameublements, autres que les services de réparation et d'entretien liés à ces locations;
  - les services fournis à contrat par des consultants privés (arpentage légal, services de comptabilité, services de vérification, services techniques, services juridiques, services scientifiques, services de santé, services professionnels et spécialisés, services d'informatique, services de sécurité et services publics);
  - la sous-traitance des activités de vérification exigées dans les présentes.

### 5.2 Dépenses inadmissibles

**5.2.1** Les coûts suivants assumés ou payés par le **Québec** sont exclus des **Dépenses admissibles** et, par conséquent, ne peuvent être remboursés à même les fonds de la **Contribution**, soit :

- a) tout montant payé en vue de l'amortissement des **Infrastructures**, de l'équipement ou d'autres éléments d'actif dans les cas où lesdits éléments d'actif ont été ou seront payés au moyen de subventions, contributions ou remboursements d'un service ou d'un organisme fédéral, provincial ou municipal;
- b) toute dépense liée à un autre projet entrepris ou terminé immédiatement avant la **Date de l'Accord** et qui a été ou sera payée par **Sa Majesté**;
- c) toute dépense non énumérée à la liste des **Dépenses admissibles** de l'article 5.1.2 de l'**Accord** qui serait relative au remboursement de frais généraux, y compris, mais sans s'y limiter, tous frais d'administration ou de remboursement de frais de déménagement.

## 6. ATTRIBUTION DES CONTRATS

6.1 L'attribution des contrats sera faite conformément au processus d'attribution utilisé par le Québec et en respect des accords de commerce en vigueur.

## 7. CERTIFICAT DE COMPTABLE AGRÉÉ EXTERNE INDÉPENDANT

7.1 Le **Québec**, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'achèvement des **Activités**, soumet au **Ministre** un certificat d'un **Comptable professionnel agréé externe indépendant** certifiant que la **Contribution** versée au **Québec** a été utilisée uniquement pour des paiements en remboursement des **Dépenses admissibles**. Ladite attestation doit porter uniquement sur le compte et les factures payées à titre de **Dépenses admissibles**.

## 8. REGISTRES COMPTABLES ET VÉRIFICATION

### 8.1 Registres comptables

8.1.1 Le **Québec** veille, pendant la durée de l'**Accord**, à la tenue, en un lieu fixe, de dossiers, comptes et registres appropriés et précis relatifs à la gestion de l'**Accord** conformément aux principes généralement reconnus.

### 8.2 Vérification

8.2.1 **Sa Majesté**, un fonctionnaire autorisé par le **Ministre** ou un vérificateur indépendant retenu par **Sa Majesté** peut, à la suite d'un préavis raisonnable, vérifier à ses frais, pendant les heures de bureau, les livres, les registres comptables ou tout autre document du **Québec** relatifs au présent **Accord** et peut en faire des copies;

8.2.2 Le **Québec** doit fournir à **Sa Majesté**, au fonctionnaire autorisé par le **Ministre** ou au vérificateur indépendant retenu par **Sa Majesté**, les renseignements publics relatifs au **Projet** dont **Sa Majesté**, le fonctionnaire autorisé par le **Ministre** ou le vérificateur indépendant retenu par **Sa Majesté** peuvent avoir besoin pour la vérification mentionnée à l'article 8.2.1 ainsi que le soutien requis pour faciliter ladite vérification;

8.2.3 Les exigences énoncées aux articles 8.2.1 et 8.2.2 survivront pendant une période d'un an après la résiliation ou l'expiration de l'**Accord**.

## 9. INDEMNITÉ

9.1 Le **Québec** doit en tout temps indemniser **Sa Majesté** et ses représentants, fonctionnaires, mandataires et employés de l'ensemble des réclamations, demandes, pertes, actions, mises en demeure, poursuites et procédures et de l'ensemble des frais judiciaires ou extrajudiciaires ou des dommages-intérêts de quelque nature que ce soit, quel qu'en soit l'auteur, qui découlent directement ou indirectement de l'exécution de l'**Accord** soit la réalisation des **Activités**, de toute mesure prise ou de toute action effectuée ou poursuivie en conformité des présentes ou par suite de l'exercice d'un droit prévu aux présentes, de quelque façon que ce soit, sauf dans les cas de réclamations visant les dommages résultant d'une faute intentionnelle ou grave commise par un employé de **Sa Majesté** dans l'exécution de ses fonctions.

## 10. SURVIE

10.1 Les droits et les obligations des **Parties** qui, de par leur nature, dépassent l'expiration ou la résiliation du présent **Accord**, survivront à l'expiration ou à la résiliation de l'**Accord**, notamment les articles 9.1, 11.1 et 13.1.

## 11. RAPPORT COMPTABLE FINAL

11.1 Le rapport comptable final relatif à la **Contribution** doit être produit par le **Québec** dans les six (6) mois qui suivent la date du paiement final effectué en conformité avec l'article 4.1 b) du présent **Accord**.

## 12. DÉFAUT

12.1 Si, pendant la durée de l'**Accord**, une partie omet de respecter les dispositions de l'**Accord** et demeure en situation de défaut pendant quatre-vingt-dix (90) jours après que l'autre partie l'ait avisée par écrit du défaut en précisant sa nature et en exigeant qu'il soit corrigé, l'autre partie peut, en plus de tout autre recours dont elle dispose, résilier l'**Accord** et, ainsi, annuler ses obligations aux termes de celui-ci, en donnant un avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à l'autre partie.

## 13. FIN ET RÉSILIATION DE L'ACCORD

13.1 Si les **Parties** décident, aux termes d'une entente écrite, de mettre fin à l'**Accord**, ou si l'**Accord** est résilié pour un motif valable avant la fin de la durée prévue à l'article 3.1, **Sa Majesté** devra payer en remboursement la part de la **Contribution** qui a déjà été engagée et payée de bonne foi par le **Québec** à la date de la fin de l'**Accord** ou de sa résiliation. En cas de désaccord sur les montants à être remboursés, les **Parties** doivent s'en remettre à la procédure prévue à l'article 15.

## 14. RESPECT DE L'ACCORD

14.1 À la suite d'un préavis raisonnable, le **Québec** doit permettre en tout temps à **Sa Majesté** de vérifier l'avancement **des Activités**, et le **Québec** fournira à **Sa Majesté** le soutien nécessaire pour faciliter ladite vérification **des Activités**;

14.2 La vérification des **Activités** par **Sa Majesté**, le fonctionnaire autorisé par le **Ministre** ou le vérificateur indépendant retenu par **Sa Majesté**, ne doit pas être interprétée comme étant effectuée à des fins techniques ou réglementaires et sera réputée l'être uniquement dans le but de protéger les intérêts de **Sa Majesté** en regard de la **Contribution** versée aux termes du présent **Accord**. **Sa Majesté** ne fait aucune déclaration et n'assume aucune responsabilité à l'égard des exigences des **Activités**.

## 15. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

15.1 Les **Parties** conviennent de tenter de régler, conjointement et de bonne foi, tout différend concernant les exigences ou les dispositions découlant du présent **Accord**;

**15.2** Les **Parties** s'efforceront de prévenir les différends découlant du présent **Accord** en se tenant au courant, par voie d'échange de renseignements, des questions qui pourraient être litigieuses. Dans l'éventualité où les **Parties** n'arrivent pas à s'entendre dans les trente (30) jours suivants la date à laquelle une partie a avisé l'autre par écrit de l'impasse, la question est renvoyée au ministre des Transports et au ministre de la Défense nationale pour consultation et décision. Tout différend découlant du présent **Accord**, qui ne peut être réglé par des consultations entre les ministres, sera soumis à la médiation.

## **16. COMMUNICATIONS**

### **16.1 Annonces publiques**

**16.1.1** Les communiqués de presse, les annonces publiques et les cérémonies officielles, ayant trait au **Projet** et planifiés par l'une ou l'autre des **Parties**, seront organisés avec l'accord de l'autre partie;

**16.1.2** La formulation et le contenu des annonces publiques seront assujettis à l'approbation des deux **Parties**;

**16.1.3** Les **Parties** veilleront à ce que toutes les annonces publiques, les appels d'offres publics, les annonces dans les journaux ou les avis concernant le **Projet** mentionnent la participation de **Sa Majesté** et du **Québec**.

### **16.2 Cérémonies**

**16.2.1** **Sa Majesté** ou le **Québec** peut, à son gré, organiser une cérémonie ou demander à l'autre partie d'en organiser une;

**16.2.2** Si l'une des **Parties** désire tenir une cérémonie, cette cérémonie ne peut avoir lieu avant trente (30) jours de la date à laquelle **Sa Majesté** ou le ministre des Transports, qui y participeront en personne ou par l'entremise de leur représentant, ont été invités.

### **16.3 Information publique**

**16.3.1** Les **Parties** reconnaissent que leur nom, le montant de la **Contribution** qui est payée et la nature générale des activités soutenues par la **Contribution** peuvent être mis à la disposition du public par chacune des **Parties**;

**16.3.2** Les **Parties** s'engagent à s'informer mutuellement, dans les meilleurs délais, de toute demande d'accès qui leur est adressée en lien avec le présent **Accord**;

**16.3.3** Les évaluations, les vérifications et autres documents publics de nature semblable se rapportant au présent **Accord** peuvent être rendus publics.

## **17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET LICENCE**

### **17.1 Propriété intellectuelle**

La propriété intellectuelle résultant des **Activités** menées au titre du présent **Accord** appartient exclusivement au **Québec**.

## 17.2 Propriété matérielle

Les documents, notamment les documents relatifs à la réalisation des **Activités**, les plans tels que construits, les dessins d'ateliers et les manuels d'exploitation, les rapports, y compris tous les accessoires réalisés dans le cadre du présent **Accord** dont le financement incombe à **Sa Majesté**, seront produits en deux exemplaires dont chacune des **Parties** aura copie. Les **Parties** pourront en disposer à leur gré, sous réserve des dispositions relatives à la licence ci-après mentionnée.

## 17.3 Licence

**17.3.1** Le **Québec** accorde gratuitement à **Sa Majesté** une licence irrévocable, non exclusive, non transférable, lui permettant de reproduire, d'adapter, d'installer et d'utiliser le contenu des documents mentionnés au paragraphe précédent pour toutes fins jugées utiles par **Sa Majesté**. Cette licence est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

**17.3.2** Le **Québec** garantit à **Sa Majesté** qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder la licence de droits d'auteur prévue au présent article et se porte garant envers **Sa Majesté** contre tous recours, toutes réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

## 18. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 18.1 Intégralité de l'Accord

**18.1.1** L'**Accord** contient l'ensemble des conventions entre les **Parties** quant à l'objet des présentes et remplace tout arrangement, négociation, communication, lettre, déclaration d'intention, brochure, déclaration et renseignement conclus ou échangés, oralement ou par écrit, entre les **Parties** ou leurs représentants ou toute autre personne réputée les représenter.

**18.1.2** Aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, n'est faite au **Québec** par **Sa Majesté** ou à **Sa Majesté** par le **Québec**, sauf celles expressément formulées dans l'**Accord**.

### 18.2 Obligation de divulguer toute autre aide financière

**18.2.1** Le niveau maximal (plafonnement du cumul) de l'aide gouvernementale totale (aide de source fédérale, provinciale et municipale pour les mêmes dépenses admissibles) versée pour le présent **Projet** ne doit pas dépasser 100 % des **Dépenses admissibles**. Ce plafonnement du cumul doit être respecté au moment où l'aide est versée. Le **Québec** doit déclarer, sans délai, par écrit, à **Sa Majesté** toute source d'aide financière que le **Québec** obtient ou obtiendra pour l'exécution des **Activités** en plus de la **Contribution**. **Sa Majesté** sera autorisée à réduire la **Contribution** de façon à tenir compte du montant de toute aide financière de cette nature.

### 18.3 Avis et Représentant

**18.3.1** Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé en vertu du présent **Accord** doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit au représentant désigné ci-après, par courrier affranchi, par courrier recommandé, par messagerie, ou remis en mains propres, aux coordonnées suivantes :

a) pour **Sa Majesté** :

**Directeur général – services d'ingénierie (infrastructure et environnement)**

Ministère de la Défense nationale  
66, rue Slater, 5<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0P4

Téléphone : 613 992-1499

b) pour le **Québec** :

**Directeur général – Direction générale de la Capitale-Nationale**

Ministère des Transports  
475, boulevard de l'Atrium, 2<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1H 7H9

Téléphone : 418 380-2003, poste 2267

**18.3.2** Si l'une des **Parties** change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais;

**18.3.3** Tout avis est réputé avoir été reçu :

- a) s'il est transmis par télécopieur, le jour de son envoi par télécopieur;
- b) dans tous les autres cas, le cinquième (5<sup>e</sup>) jour suivant celui où il a été envoyé.

**18.3.4** En cas d'interruption, de risque d'interruption ou de retard important dans le service postal, les avis seront livrés au destinataire en personne ou transmis par télécopieur ou par courriel;

### 18.4 Modifications

**18.4.1** Le présent **Accord** ne peut être modifié que par écrit et avec l'accord des deux **Parties**, sous réserve des approbations requises. Cette entente écrite ne peut changer la nature de l'**Accord** et fera partie intégrante de celui-ci.

### 18.5 Renonciation

**18.5.1** Le défaut par l'une des **Parties** d'exiger de l'autre partie, à quelque moment que ce soit, qu'elle se conforme strictement aux obligations qui lui incombent en vertu de l'**Accord** n'emportera pas renonciation à l'exécution de ces obligations en d'autres circonstances, et ces obligations continuent d'être en vigueur et demeurent applicables;

**18.5.2** Les **Parties** ne peuvent renoncer à une obligation ou à une condition de l'**Accord**, sauf par écrit et avec l'approbation de l'autre partie, et toute tolérance ou indulgence manifestée par une partie n'emporte en aucun cas renonciation à l'obligation ou à la condition. Tant qu'une obligation ou une condition n'a pas été exécutée ou n'a pas fait l'objet d'une renonciation par écrit, une partie est autorisée à exercer tout recours qu'elle peut posséder en vertu de l'**Accord** ou de la loi, malgré toute tolérance ou indulgence de sa part, à l'égard du défaut de l'autre partie d'observer ladite obligation ou condition.

## **18.6 Divisibilité**

**18.6.1** Si, pour quelque raison, l'une des dispositions de l'**Accord**, qui ne constitue pas une condition fondamentale de l'**Accord** intervenu entre les **Parties**, est jugée nulle, illégale ou non exécutoire en tout ou en partie, celle-ci sera réputée avoir été retranchée de l'**Accord**. Toutes les autres dispositions de l'**Accord** continueront néanmoins d'être exécutoires et de produire leurs effets.

## **18.7 Cession, successeurs et ayants droit**

**18.7.1** Le **Québec** ne peut céder tout ou partie de l'**Accord** sans le consentement préalable écrit de **Sa Majesté**. Les obligations du **Québec** aux termes des présentes survivront à ladite cession et seront assumées conjointement et solidairement avec le cessionnaire;

**18.7.2** L'**Accord** liera **Sa Majesté**, ses successeurs et ayants droit, de même que le **Québec**, ses successeurs et ayants droit autorisés et s'appliquera à leur avantage;

**18.7.3** Aucune disposition de l'**Accord**, expresse ou implicite, n'a pour objet de conférer les droits et recours que confère l'**Accord** à toute personne autre que **Sa Majesté**, ses successeurs et ayants droit et au **Québec** et à ses successeurs et ayants droit autorisés.

## **18.8 Date d'expiration**

**18.8.1** Le présent **Accord** expire à la fin du dix-huitième (18<sup>e</sup>) mois qui succède la date du paiement final effectué en conformité de l'article 4.1 b).

## **18.9 Conflit d'intérêts**

**18.9.1** Aucun ancien titulaire de charge publique ou fonctionnaire visés par la *Loi sur les conflits d'intérêts* (L.C. 2006, ch. 9, art. 2), le Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou le Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique du Canada, ne peut bénéficier d'un avantage direct découlant de l'**Accord**. Aucun membre de la Chambre des communes ou du Sénat n'est admis à participer à l'**Accord** ou à en tirer tout avantage qui en découle, d'une façon qui diffère de ce à quoi la population a accès eu égard aux parts de l'**Accord**.

## **18.10 Représentation**

**18.10.1** Les **Parties** garantissent que toute personne qui exerce ou a exercé des représentations en leur nom en vue d'obtenir les contributions prévues à l'**Accord** ou un avantage en résultant, est dûment enregistrée en conformité avec les lois en vigueur, notamment la *Loi sur le lobbying* (L.R.C., 1985, ch. 44) et la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011).

**EN FOI DE QUOI**, les **Parties** ont signé en trois exemplaires les présentes par l'intermédiaire de leurs représentants dûment autorisés.

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**

**SIGNÉ** à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ deux mille\_\_\_\_\_.

par : \_\_\_\_\_  
Monsieur Mau Arsenault, directeur général par  
intérim  
Services d'ingénierie (infrastructure et  
environnement)  
Ministère de la Défense nationale

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**SIGNÉ** à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ deux mille\_\_\_\_\_.

par : \_\_\_\_\_  
Monsieur Marc Lacroix, sous-ministre  
Ministère des Transports

par : \_\_\_\_\_  
Monsieur Gilbert Charland, secrétaire général  
associé aux Relations canadiennes

**ACTIVITÉS**

1. Surveillance des travaux liés au projet et contrôle qualitatif des matériaux et de l'utilisation de ces matériaux
2. Signalisation des travaux, conforme aux normes *Tome V — Signalisation routière de la collection Normes – ouvrages routiers* du ministère des Transports, édition la plus récente, et maintien de la circulation
3. Terrassement et structure de la chaussée
4. Pose d'enrobé bitumineux
5. Installation d'un système d'éclairage
6. Mise en place d'un réseau d'égout pluvial
7. Mise en place de feux de circulation
8. Plans « tels que construits »
9. Passage piétonnier

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de la présente annexe et y apposent leurs initiales : \_\_\_\_\_

